

G. VAN GOIDSENHOVEN

Chacun se souviendra que la question avait déjà été posée en 2017, suite à quoi un groupe de travail auquel j'ai participé, s'était réuni plusieurs fois. Les travaux avaient été interrompus après le mois de février pour reprendre à la veille de l'ancienne législature. Cette question, nous la connaissons, nous y avons déjà travaillé même si, manifestement, elle n'a pas totalement abouti. Il nous semble que le débat existant actuellement est un débat qu'il faut pouvoir essayer de rencontrer, mais pas nécessairement de réagir de façon unilatérale. En effet, les villes évoluent et avec les évolutions historiques et les valeurs. Au Moyen-Âge, on n'envisageait pas la place de l'homme comme on l'a envisagé au « Siècle des Lumières ». Les villes évoluent avec leurs témoignages et les valeurs que ces monuments peuvent porter.

Bien sur, notre pays est devenu à la fin du XIXe siècle une puissance coloniale avec ce que cela a pu avoir de conséquences et d'exactions que nous connaissons et qui sont d'ailleurs assez largement détaillées par la recherche historique. Néanmoins, il nous semble que, plutôt d'entrer dans ces discussions sans fin de ce qu'il faut ou non enlever, avec une confrontation des mémoires qui serait extrêmement fatigante et clivante, il nous semble naturellement plus intéressant de nous attacher à un travail qui avait déjà été soulevé à l'époque, celui de la recontextualisation de la colonisation. La recontextualisation est le fait de partir d'une connaissance historique devant laquelle nous devons travailler et partager au niveau de l'enseignement. Faire en sorte que ces monuments de l'espace public puissent être accompagnés d'une critique historique et d'une recontextualisation qui permet d'empêcher cette approche unilatérale et ce reproche qui pourrait être fait d'une glorification qui, bien souvent, n'a plus lieu d'être parce que dans la plus part des cas, l'ignorance de cette page d'Histoire s'accompagne du fait qu'on ne sait même plus qui a fait quoi et dans quel but.

Cette recontextualisation a le double avantage de parler d'Histoire mais aussi d'établir les faits, y compris ceux les plus sombres de notre Histoire. Il faut reconnaître les mérites mais aussi les fautes des uns et des autres. Au-delà de cette recontextualisation que l'on pourrait faire au travers, à la fois des rues de notre commune qui évoque le passé colonial, on pourrait reparler de l'Histoire et faire ce travail que nous avons initié et le poursuivre de façon concrète, tout en répondant au « devoir de mémoire » et de partage qui est essentiel si on veut construire une nouvelle citoyenneté.

Il ne faut pas nécessairement s'arrêter à la recontextualisation. Nous avons, au travers de l'évolution de la ville et des valeurs, un urbanisme fort dynamique laissant la possibilité de voir émerger un certain nombre d'espaces publics, de voiries, de place, de parc, auxquels nous pourrions aussi confier des noms. Au-travers de ces dénominations, nous pourrions aussi nous inspirer de ce que certains avaient fait en leur temps, en désignant une place à Martin Luther King. Nous pourrions parfaitement, à travers de l'analyse critique du passé qui est à notre à l'heure actuelle, aussi donner à ces espaces publics, des noms ou des monuments qui parlent de cette Histoire et qui rétabli un certain équilibre qui fait aussi en sorte qu'un certain nombre de groupes de victimes mais aussi qui, déjà à l'époque, s'étaient élevées contre les travers de la colonisation et les exactions, puissent être installées dans une mémoire active. On peut aussi, au travers de ces espaces publics, témoigner de ce que nous voulons laisser comme héritage. Parler du passé est fondamental car il constitue nos racines ; c'est la nécessité de nous interroger sur nous-mêmes pour pouvoir construire la société de demain, mais c'est aussi important, nous-mêmes au travers des noms que nous donnons aux lieux et aux bâtiments publics, de pouvoir aussi témoigner d'un certain nombre de nos valeurs. Il ne nous est pas interdit d'y travailler. Cette proposition de motion demande de se projeter dans l'avenir pour construire quelque chose. Réapproprions-nous l'Histoire et faisons en sorte que ce grand questionnement auquel nous sommes confrontés ne soit pas quelque chose qui soit vécu de façon conflictuelle, mais que nous puissions réunir, rassembler, passer outre ce que

nous avons parfois excessivement des polémiques. Donnons cours à l'Histoire, à la connaissance, à l'expression de cette ville porteuse de valeurs qui nous pourrions demain construire ensemble un certain nombre d'actes que je propose au Conseil communal. Je sais et je n'ignore pas qu'à divers niveaux de pouvoir, on poursuit un certain nombre de réflexions. Je sais aussi que toute une série d'historiens travaille à ce sujet. Nous avons commencé un travail en 2017 et avons donc une base de réflexion et d'analyse que nous pouvons implémenter, faisons en sorte que tout simplement Anderlecht soit un endroit où il est possible de faire de ce questionnement non pas un élément de division mais un élément de refondation d'une cohésion sociale qui soit à la hauteur de l'Histoire, du passé, dans ses zones d'ombre comme de lumière. A nous de l'assumer et à nous aussi de nous poser de manière responsable et intelligente.

G. BORDONARO

Avant tout, il serait bien que la première motion de 2017 continue d'être appliquée. Ensuite, par rapport à la motion en tant que telle, j'aimerais réagir, au nom du PTB, pour dire que cette motion nous dérange profondément car, sous l'aspect que l'Histoire est complexe et qu'il faut l'équilibrer et être critique, on parle ici d'un passé colonial. On parle dans la motion de « plaques argumentaires pédagogiques expliquant de manière équilibrée le contexte. D'évaluer la possible grandeur et les éventuels méfaits ». Cela laisse sous-entendre qu'on ne sait pas s'il y a eu des méfaits. En outre, il ne s'agit pas de retirer ou de recontextualiser des monuments qui sont susceptibles de heurter, l'objectif ici est de lutter contre la glorification du passé colonial. On parle de lutter contre l'idéologie colonialiste. Je pense que les mots sont importants. En ce qui concerne les éventuels méfaits, je pense que nous sommes tous ici contre la politique colonialiste qui a pu et qui peut, encore aujourd'hui, exister sous une autre forme. Je rappelle que le colonialisme est une politique basée sur la violence, la maltraitance, l'exploitation de la richesse. Il faut donc dénoncer sans complexité et sans nuances cette idéologie. Utiliser des pincettes et parler de possibles méfaits ou bien faits, cela me choque profondément. Il ne s'agit pas de voir le passé colonial comme une liste d'inventaire du bon ou du mauvais, il s'agit ici de dénoncer la politique colonialiste qu'il y a eu.

G. BORDONARO donne lecture du texte suivant :

G. BORDONARO geeft lezing van de volgende tekst :

Aucun d'entre vous n'a pu manquer le contexte international actuel. Le racisme a toujours été insupportable. Aujourd'hui face à sa persistance dans la société et dans les organes représentant l'État, de plus en plus de personnes se mobilisent pour exiger des actes forts. Dans une commune aussi diversifiée que la nôtre, le nombre de symboles et de monuments à la gloire de la colonisation sont autant d'insultes à nos concitoyens et à l'histoire du pays. Pour notre courant politique, qui a toujours été en première ligne dans la solidarité aux peuples colonisés, il n'y a pas lieu d'opposer, comme le font certains, respect pour l'histoire de la Belgique et respect des peuples colonisés. La colonisation et ses acteurs sont une tache sur l'histoire de la Belgique. Une insulte pour tous les Belges, d'origine étrangère ou non.

La colonisation est une période dont la Belgique, non pas ses citoyens mais ses institutions, devrait avoir honte. En 2020, plus aucun argument ne peut décemment justifier que cette époque soit glorifiée par une multitude de monuments. A Anderlecht, nous sommes loin d'être en reste : on pourrait parler du square des Vétérans coloniaux et de la rue Sergent De Bruyne. Mais plus symbolique encore, dans notre maison communale, l'entrée se fait sous le regard d'une stèle « A la gloire des héros de la colonisation ». Cette symbolique est inacceptable, insultante, révisionniste et

réactionnaire. Si évidemment la question de la décolonisation de l'espace public ne permettra pas à elle seule de mettre fin aux discriminations qui perdurent dans notre pays, ignorer cette question contribue à minimiser l'impact de la colonisation et sonne comme du mépris pour ceux qui en ont vécu les conséquences dans leur chair.

Par conséquent, nous souhaitons interpeller Monsieur Milquet sur la question :

- Où en est la commune d'Anderlecht dans son processus de décolonisation de l'espace public ?
- Que prévoyez-vous de mettre en place pour décoloniser l'espace public et quand ?

S. AKREMI geeft lezing van de volgende tekst :

S. AKREMI donne lecture du texte suivant :

Het protest tegen racisme in de Verenigde Staten doet bij ons de controverse rond Leopold II weer oplaaien. De laatste dagen zijn meerdere standbeelden van de voormalige Belgische koning beklad en er zijn petitie gestart om beelden te verwijderen. Leopold II voerde eind 19e eeuw een schrikbewind in zijn privékolonie Congo-Vrijstaat, de plaatselijke bevolking werd er uitgebuit en mishandeld.

Er werd al in september 2017, een werkgroep opgericht door de vorige schepenen van "Internationale Solidariteit" en dat genoot de steun van het college van burgemeester en schepenen van de vorige legislatuur.

Ook gemeenteraadsleden van de vorige legislatuur kwamen verschillende keren samen en riepen de ervaring van deskundigen in afkomstig uit de universitaire wereld en het maatschappelijk middenveld.

Er werden al een reeks aanbevelingen geformuleerd door de vorige schepenen. Zoals infosessies en naamveranderingen van bushaltes aan de hand van participatief proces dat samen met de buurtbewoners wordt uitgevoerd.

Daarom wil ik u graag volgende vragen stellen:

- 1) Wat is de stand van zaken?
- 2) Werden er al bepaalde acties ondernomen met de aanbevelingen van vorige legislatuur?
- 3) Zullen er nog werkgroepen plaatsvinden?
- 4) Wat zal de gemeente doen in het kader van de viering van 60 jaar Kongo?

S. MOHAMMAD donne lecture du texte suivant :

S. MOHAMMAD geeft lezing van de volgende tekst :

Je souhaitais également réagir en réponse à la proposition de G. VAN GOIDSENHOVEN. Dans l'actualité des dernières semaines, la question brûlante du passé colonial belge est revenu en force. Je constate que pas une seule fois, on n'a mentionné qu'il fallait aussi écouter ce que les personnes d'origine africaine, les collectifs de lutte contre le racisme, les citoyens de tous horizons nous envoient comme messages. Ils attendent une réponse politique claire et courageuse de notre part et des actes forts. Pour illustrer mon propos, je citerai un exemple. A la rue Sergent De Bruyne, trône une plaque sur laquelle figure en grande lettre « Mort pour la Civilisation au Congo ». Que le Sergent De Bruyne soit mort a combatr en 1892 est un fait mais qu'il ait consacré sa vie pour la civilisation au Congo sous-entend qu'il a apporté la civilisation au Congo. Pour le groupe ECOLO, c'est

aujourd'hui totalement déplacé. Pour les communautés afro-descendantes et multiculturelles qui vivent en plein cœur de Cureghem, cette glorification de la période coloniale est un affront, une gifle au visage, une humiliation que ces femmes et ces hommes et leurs enfants vivent au quotidien. Comment dès lors exprimer une quelconque fierté quand aujourd'hui la communauté afro-descendante et les tout petits enfants de personnes colonisées de force doivent continuer à subir et à se taire jusqu'à s'en rendre malade mentalement. Frans Fanon, psychiatre d'origine antillaise et penseur de la rupture plutôt que de la continuité a écrit dans « Les Damnés de la terre » : « la mort du colonialisme est à la fois la mort du colonisé et celle du colonisateur. La décolonisation est très simplement le remplacement d'un espèce d'homme par une autre ». D'où le constat : pourquoi donc continuer à faire vivre la mémoire du colonialisme à travers des symboles aussi violents pour les descendants des personnes colonisées aux yeux et au vu de toutes et tous, au sein même de notre commune qui se veut ouverte sur le monde et, par conséquent, opposée à toutes formes de racisme et de xénophobie, de tyrannie et d'oppression tant dans ses expressions actuelles que ses symboles passés. Comment dès lors, peut-elle se montrer ouverte sur le monde si on sous-entend toujours que la Belgique a apporté la civilisation aux populations colonisées de force. Le champ sémantique employé ici continue à se vouloir supérieur, disons le franchement, c'est de l'ordre d'un racisme ordinaire et banalisé qui se veut paternaliste digne des années 1950. Je rappelle que nous sommes en 2020. En 2017, ECOLO-GROEN avait déposé une motion portant sur la décolonisation de l'espace public, un groupe de travail avait planché sur la question. Lors du Conseil de février 2019, il avait émis ses recommandations. Il est urgent de continuer à travailler sur ces recommandations en partenariat avec la communauté afro-descendante. Les acteurs et les actrices de la société civile tel que des ASBL comme « Bamcochran », « Change Belgium » ou encore le collectif « Mémoire coloniale ». Pour une véritable décolonisation de l'espace public nous avons tous un travail collectif à faire, notamment sur la décolonisation de la pensée au vu de l'émotion suscitée et de l'incompréhension face aux demandes de déboulonnage de monuments qui sont pourtant bien légitimes eut égard à toutes les exactions et atrocités commises par la Belgique au Congo. Racontons-nous seulement à nos enfants que la Belgique s'est enrichie grâce à cette colonie et qu'elle en a tiré un profit au détriment des populations autochtones. Il est temps de reconnaître ses erreurs en faisant un travail de décolonisation de la pensée. Les petites plaquettes contextuelles ne suffiront malheureusement pas. Entamons aujourd'hui le processus de réparation que les populations congolaises, rwandaises, burundaises et tous les peuples colonisés attendent et entamons des actions pro-actives tel que l'enseignement des luttes décoloniales, non pas par des enfants de colons. Ne racontons pas seulement l'Histoire du point de vue des dominants qui ne montrent uniquement l'angle de vue du colonisateur. C'est d'une violence inouï. Mais luttons fermement contre les discriminations que vivent les personnes noires et racisées en nous levant contre le racisme structurel qui gangrène notre société et fragilise le « vivre ensemble ». Oui, il est urgent d'écouter la voix de ces militants décolonialistes en les invitant à notre table. Montrons qu'Anderlecht veut être du bon côté de l'Histoire en luttant activement contre ce racisme. Enfin, dans cette idée de décoloniser les esprits, nous pouvons organiser des visites décoloniales sur la commune d'Anderlecht, organiser des conférences avec l'association anderlechtoise « Café-Congo » sur ce sujet, faire appel à des artistes et des activistes et, pourquoi, pas pour que ceux-ci puissent présenter la lutte vers l'émancipation de personnes qui, jadis, furent esclavagisées. Je suis persuadée que les associations citées regorgent d'idées et sont prêtes à mettre la main à la pâte. Le passé ce n'est pas hier. Le passé construit notre présent. Nous sommes responsables de notre futur. Quel message veut donner le Conseil communal aujourd'hui ? Décoloniser l'espace public en faisant un travail de fond n'est pas faire fi du passé en enlevant les statues ou en changeant les noms de rues. C'est justement reconnaître ces erreurs et

faire preuve d'une humilité, construire un avenir serein pour les générations qui nous suivent. Soyons du bon côté de l'Histoire aujourd'hui et commençons par exemple par soutenir les revendications concernant la décolonisation de l'espace public porté par la diaspora congolaise qui fêtera le 30 juin les soixante ans de l'indépendance du Congo.

Monsieur l'échevin MILQUET donne lecture du texte suivant :

De heer schepen MILQUET geeft lezing van de volgende tekst :

En septembre 2017, une motion a été votée au Conseil communal portant sur la création d'un groupe de travail présidé par l'Échevine de la Solidarité internationale, portant sur la recontextualisation des hommages coloniaux dans les espaces publics et au sein de la Maison communale.

En 2018, ce groupe de travail s'est constitué à Anderlecht à cet effet. Celui-ci s'est réuni à plusieurs reprises et a consulté des experts du monde universitaire et de la société civile sur cette question. Ils ont rendu une série de recommandations.

C'est pourquoi, le 19 février 2019, nous pris acte d'une série de recommandations et d'objectifs à atteindre. A savoir :

1. Contextualiser par des panneaux pupitres une série de lieux publics faisant référence à la période coloniale ;
2. Renommer l'arrêt de bus « STIB » qui fait également référence à cette période ;
3. Mettre à l'honneur des femmes ayant participé à l'indépendance de leur pays et donner leurs noms à l'arrêt de bus « STIB » à renommer, ainsi qu'à une nouvelle rue en création ;
4. Organiser plusieurs activités de sensibilisation et de moments de réflexion et de débats : conférence, expositions, rencontres-débats...

Depuis plusieurs rencontres ont été programmées avec la plateforme et une série de lieux publics ont ainsi été identifiés :

1. La rue Sergent De Bruyne
2. L'avenue de Saïo
3. Le square et l'arrêt « STIB » des Vétérans coloniaux
4. La rue du Transvaal
5. La stèle communale à Leopold II située dans la salle pas perdus de la Maison communale

Ainsi, le dossier concernant l'installation de panneaux contextualisant est en cours et en rédaction avec la collaboration du service du développement urbain, le service des travaux publics et la Région. Un dossier technique a été rédigé en date du 6 avril et proposé à la Région et au service urbanisme de la commune.

Pour l'élaboration de la contextualisation (textes,...), le collectif mémoire colonial et l'ASBL « Change » accompagnent la chargée du projet dans la recherche historique. En parallèle, cette dernière fait un travail de recherche et a suivi un cours d'histoire de l'Afrique subsaharienne à l'UCL.

La « STIB » a été informée du désir de changer les noms des arrêts de bus et attendent nos propositions. Le choix des noms est en cours d'étude. Cette proposition est en cours d'étude. La sélection des noms pourra faire l'objet d'un appel à la participation citoyenne dans les mois à venir. Par ailleurs, nous avons également travaillé avec Madame l'Echevine MIROIR à ce sujet, étant donné que de nouvelles rues vont devoir être

nommées dans le quartier « Trèfles ». Nous sommes donc aussi attentifs à ce point de vue-là et également parce que cela participe à la féminisation des noms de rues.

Ensuite, durant le 9, 10 et 11 octobre de cette année, un programme de sensibilisation sera proposé et réparti dans différents locaux communaux : la salle « Aurore », la « Maison de la Participation », la « Maison des Voyageurs », la salle « Zinnema » et « l'Espace 16 Arts » afin de faciliter l'accès aux Anderlechtois.

Au programme notamment : une exposition sonore « témoignages anderlechtois sur la période coloniale », une visite « décoloniale » du musée de l'Afrique centrale pour les seniors anderlechtois, un parcours guidé dans les rues anderlechtoises portant sur la colonisation, l'organisation de l'exposition « Onze Kongo/notre Congo », la présentation d'éléments de culture congolaise, la lecture par des comédiens des témoignages récoltés pour la réalisation du livre : « Mémoire en Noir et Blanc 1945-1960 », la présentation du court-métrage « Mentalités décolonisés » (réalisé par des étudiants de « l'IHECS »), une conférence sur l'histoire de l'Afrique (coloniale et également précoloniale) et la présentation de la pièce de théâtre « Colonialoscopie ».

Une attention particulière sera également mise sur la période de colonisation belge au Rwanda et au Burundi.

Aujourd'hui, le service « Relations internationales » travaille principalement sur ces différents axes autour de la thématique « décolonisation » et participe régulièrement aux activités en relation à la thématique. Un groupe de partenaires potentiels a été contacté et invité à collaborer : le « Collectif mémoire coloniale », l'asbl « Change », l'asbl « Bukushinta », l'asbl « Bamko », le Musée de l'Afrique Centrale, des historiens de l'ULB, de l'UCL, de l'Université de Saint-Louis et bien d'autres acteurs ponctuels.

D'autres services communaux ont également été invités et informés pour une collaboration dans le cadre de ce projet : la « Maison de la Participation », les services « Monuments et Sites », « Tourisme », « Seniors », « Enseignement » et « Culture ».

Concernant les groupes de travail, la plateforme du service « Solidarité internationale » et d'autres participants clés, militants et associations, participe à la réalisation du projet « Les traces de la période coloniale dans l'espace public anderlechtois ». Des réunions sont organisées tous les deux mois environs. Pour la suite du projet : une programmation liée à la thématique est prévue pour les écoles secondaires à partir de 2021 et le désir d'ériger un monument sur le square des Vétérans coloniaux valorisant la cause est à l'étude.

Pour les 60 ans de l'indépendance de la République démocratique du Congo, la cellule a lancé un appel à témoignages, destiné à la population anderlechtoise et à toute personne désireuse de partager un témoignage sur la période coloniale belge. Du 1er juin au 19 juillet, les Anderlechtois pourront s'exprimer sur la question. Il suffit d'appeler un numéro conventionnel (02/588.96.98) et un répondeur guidera les participants et permettra le recueil des témoignages. Les recueils seront présentés via une exposition sonore lors des activités de sensibilisation. Le bulletin communal a d'ailleurs consacré un article à ce propos. Cette méthode de recueil a été privilégiée au vu des circonstances actuelles en période de Covid-19.

Grâce aux liens établis via les groupes de travail et particulièrement avec le monde associatif, le collectif « Mémoire coloniale » nous a confié une exposition créée par le Musée Royale de l'Afrique Centrale sur la table ronde menant à l'indépendance du Congo. Celle-ci sera projetée à « l'Espace 16 Arts » en juillet.

Enfin, pour marquer les 60 ans de l'indépendance de la RDC, un drapeau congolais sera hissé le 30 juin prochain à la Maison communale, place du Conseil, à côté des drapeaux européen, belge et communal. Un symbole d'amitié entre les peuples. Et aussi un hommage à ceux et celles qui se sont battus pour la liberté du peuple congolais et la fin de la colonisation belge en Afrique.

Et donc, en ce qui concerne la motion du MR, nous l'acceptons volontiers vu que les éléments qu'elle reprend avait déjà tous été validés précédemment.

G. VAN GOIDSENHOVEN

J'entends que du travail est fait mais j'aurais souhaité qu'une commission soit dédiée à cela. Nous constatons que, de mois en mois, le nombre de commissions diminue. Un groupe de travail avait été constitué, ce serait la moindre des choses de tenir étroitement au courant des avancées de ce groupe de travail. Il y aurait été bien de tenir une commission ou une section réunie à ce sujet. Je constate qu'après trois ans, il n'y a rien de concret qui a abouti, d'où la motion posée ce soir. Par rapport à cela, je suis tout disposé à retirer ma motion mais je vous demande que nous puissions avoir une réunion pour nous détailler ce qui est fait, avec qui et comment, ce qui rejoint le but de ma démarche qui consiste à constater que les choses qui paraissaient élémentaires, comme d'ailleurs la plaque de la maison communale, n'a toujours pas abouti. Cela m'interpelle. J'entends des récriminations particulièrement blessantes. Je suis considéré comme un historien assez valable et je pense que les victimes sont aussi victimes du fait de l'effacement de la mémoire. C'est quelque chose à laquelle on pense assez peu mais c'est fondamental de construire la mémoire car les derniers témoins directs vont s'éteindre. Questionner les choses au départ de l'Histoire et de la Mémoire est légitime, c'est ce que je voulais faire en 2017 et 2018. J'ai d'ailleurs été un peu frustré car il y a eu un grand trou entre février et la fin de la législature pendant lequel on ne s'est plus réunis. Trois ans après le début de nos travaux, je constate qu'on a continué de travailler mais qu'il n'y a pas de réalisation concrète. Monsieur l'échevin, si vous me garantes que l'on va pouvoir à nouveau travailler ensemble, à livre ouvert, je souhaite qu'il puisse y avoir la possibilité d'un travail transversal entre le Collège et le Conseil, entre la majorité et l'opposition. Si cet objectif est rencontré, je retire cette motion qui n'a plus lieu d'être.

G. BORDONARO

Il est effectivement positif qu'une série de programmations va être réalisée sur la thématique. Je souligne toutefois que ce plan d'actions et de recommandations n'a jamais été posé au Conseil communal. On en prend donc connaissance avec une longue liste de choses sur laquelle il faut être très concentré pour essayer de voir ce qui est concret et ce qui est en projet. Cela fait trois ans que le chantier existe, on aurait pu aller plus vite vu l'urgence et l'importance de la thématique. Aujourd'hui, cela me dérange car on n'a toujours pas de date à laquelle on va recontextualiser car il ne s'agit pas de mettre une plaque explicative mais d'aller beaucoup plus loin en mettant en avant des monuments des victimes ou des personnes qui ont combattu avec force la colonisation. On ne sait pas ce qu'il en est par rapport à cela. Avez-vous un délai à partir duquel ces plaques vont être posées ? Allez-vous aussi placer des monuments basés sur une réflexion de décolonisation ? On utilise comme argument que si on enlève les monuments, on efface l'Histoire et donc on ne va plus se souvenir, en tout cas j'ai une position très claire à ce sujet, il existe des musées où l'on peut mettre certains de ces monuments retirés de la voie publique. Une statue, c'est glorifier une personne, on ne peut pas garder une statue pour dire qu'il faut garder la mémoire alors qu'on continue à glorifier la personne en

question.

Monsieur le Bourgmestre-Président

Je pense que la proposition de faire un groupe de travail assez rapidement pour faire le point de la situation doit avoir lieu afin de présenter un état d'avancement des travaux prochainement.

Monsieur l'échevin MILQUET

Au niveau du délai, ce sera en octobre que se tiendront les conférences et les débats. Tout ce qui est recontextualisation sera effectif à ce moment-là.